

terrains

IDÉES

LA TRANSITION POUR FERMER LA PARENTHÈSE DU CAPITALISME

EN CE DÉBUT DE XXI^e SIÈCLE, LE CAPITALISME MONDIALISÉ A PORTÉ SA LOGIQUE D'EXTENSION JUSQU'À VOULOIR TOUT ENGLOUTIR, DE LA MOINDRE ACTIVITÉ HUMAINE JUSQU'ÀUX ÉLÉMENTS NATURELS ET TOUT LE VIVANT. LA TRANSITION SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE VISE À REFERMER CETTE PARENTHÈSE PAR UNE RÉVOLUTION DES RAPPORTS SOCIAUX ET DES RAPPORTS À LA NATURE.

Le monde, emporté par la fièvre du profit capitaliste, s'approche d'un abîme. La vie de l'humanité est menacée sur deux plans qui s'entrechoquent : sur le plan social parce que le capitalisme néolibéral dégrade de plus en plus la condition au travail, développe la précarité et les inégalités, et remet en cause les droits sociaux ; sur le plan écologique parce que la Terre s'épuise, la biodiversité s'érode et le climat se réchauffe. J'ai comparé la situation avec les trous noirs découverts par les astrophysiciens¹. Un trou noir est un corps astrophysique dont le noyau absorbe toute matière et tout rayonnement lumineux à cause de sa force gravitationnelle. On le dit noir parce qu'aucune lumière provenant de lui ne peut nous parvenir.

En ce début de XXI^e siècle, le capitalisme mondialisé a porté sa logique d'extension jusqu'à vouloir tout englober, de la moindre activité humaine jusqu'aux éléments naturels et tout le vivant, en passant par les connaissances, l'éducation et la santé. Englober, c'est-à-dire tout soumettre à la loi de la rentabilité, du profit et de l'accumulation du capital. Tout est promis à la marchandisation. Et, pour cela, des droits de propriété doivent être instaurés sur toutes matières, naturelles ou produites, ou, sinon, sur leur usage, comme celui de l'air pour y envoyer sans retour des gaz à effet de serre modifiant le climat.

C'est dans ce contexte qu'est survenue la pandémie du coronavirus Covid-19, dont l'origine doit être reliée au mode d'exploitation de la nature qui a fait reculer les espaces où vivent les espèces animales dont la proximité désormais avec l'homme a favorisé l'apparition de zoonoses. La crise sanitaire qui s'est ensuivie montre à quel point les sociétés sont devenues, à cause de cette dynamique d'accumulation, extrêmement fragiles malgré l'explosion des techniques à l'aube de la numérisation, de la robotisation et de l'intelligence artificielle.



Jean-Marie Harribey, économiste, vient de publier *Le Trou noir du capitalisme*.

Il convient, à mon sens, de bien caractériser la crise que nous vivons. Mon hypothèse est qu'il s'agit d'une crise systémique du capitalisme, c'est-à-dire qui met en cause sa logique profonde d'accumulation infinie qui consiste à produire toujours plus de « valeur », poussant jusqu'à son paroxysme l'exploitation conjointe de la force de travail et de la nature, en canalisant, comme aurait dit Freud, les angoisses de la mort et les pulsions mortifères vers une soif inextinguible de consommation. Il ne s'agit donc ni d'une crise conjoncturelle, passagère, qui pourrait être surmontée par une relance de type keynésien classique, ni d'un productivisme dont on ne reliait pas l'engrenage aux rapports sociaux dans lesquels il se déploie. Analyser les choses ainsi conduira donc à refuser les options d'un capitalisme vert, d'une croissance verte ou celle d'une révolution rouge qui ignorerait le vert. La transition vers une autre société devra donc être simultanément sociale et écologique.

Dans la première partie de mon livre, que j'annonce comme résolument marxienne parce que, utilisant les outils théoriques critiques de Marx, je montre que ce qui fait la spécificité de la crise mondiale actuelle, c'est la conjonction, inédite dans l'histoire humaine (et donc du capitalisme), de contradictions sociales et écologiques qui minent la rentabilité du capital et donc la dynamique même de l'accumulation. D'un côté, malgré l'essor de nouvelles techniques, le capital ne réussit pas à faire croître significativement la productivité du travail. Pire, la progression de cette productivité diminue d'année en année partout dans le monde. En moyenne, elle ne dépasse guère plus, dans les pays développés, 1 % par an. Or, au final, c'est toujours la productivité du travail qui commande la rentabilité du capital dans un état donné du rapport de force. Que fait le capital pour pallier ce ralentissement de la rentabilité réelle de son économie ? Il précarise la condition du travail et il financiarise l'économie.

D'un autre côté, le gigantisme du productivisme et du consumérisme sacrage la planète, épuise ou pollue les ressources et modifie le climat. Le capitalisme se heurte donc à des limites infranchissables. Pour ne prendre qu'un exemple, le taux de retour énergétique (énergie produite par rapport à l'énergie utilisée pour la produire) décline pour toutes les énergies fossiles. Alors, il y a conjonction de l'impossibilité de pousser l'exploitation de la force de travail jusqu'au point où les marchandises ne trouvent plus suffisamment de demandeurs avec l'impossibilité de pousser l'exploitation de la nature au-delà des limites de la Terre. Il ne reste plus au capital que la fuite en avant de la financiarisation, surfant sur le grossissement d'un capital fictif qui est, tôt ou tard, frappé de nullité. La dynamique même du capitalisme est contradictoire avec une responsabilité sociale et écologique parce qu'elle ne peut durer qu'en exploitant les humains et la nature.

Pour comprendre la situation à laquelle nous sommes confrontés, j'utilise les concepts de Marx. Pour esquisser une définition de la transition sociale et écologique, je tire parti de l'avertissement prémoniteur de l'anthropologue Karl Polanyi au milieu du ^{xx} siècle: si le travail, la terre et la monnaie étaient marchandisés, ce serait la mort de la société, disait-il¹. La proximité des deux peccateurs est étonnante puisque Marx, près d'un siècle avant le second, écrivait que «le capitalisme épuise les deux sources d'où jaillit la richesse: la terre et le travailleur»². On peut alors dessiner trois voies pour sortir de la masse et amorcer une grande bifurcation: réhabiliter le travail, instituer les communs et socialiser la monnaie.

Réhabiliter le travail, c'est dire que, parce que le travail est «vivant», il est central dans la vie des individus pour leur intégration dans la société et par son rôle de médiateur de relations sociales. Il est central aussi, bien sûr, dans la production de valeur économique, et la répartition de celle-ci est un indicateur-clé de l'état du rapport de force avec le capital. Or, le capitalisme, dans sa phase néolibérale, parce que les ressorts de sa rentabilité étaient grippés, n'a eu de cesse que de dévaloriser le travail, d'amolir ses droits et d'exiger des travailleurs qu'ils adhèrent aux objectifs de l'entreprise pour servir des dividendes aux actionnaires.

Réhabiliter le travail reposerait alors sur trois moyens principaux. Le premier est que les salaires et les prestations sociales ne progresseraient jamais moins vite que la productivité du travail, une fois que le chômage est drastiquement abaissé par la réduction du temps de travail. Le second moyen est la restauration d'un droit du travail protecteur. Le troisième est l'instauration de la démocratie dans les entreprises, par la création de conseils économiques et sociaux, de



1. José-Marie Heredia, *Le Trou noir du capitalisme. Pour ne pas y être aspiré, réhabiliter le travail, instituer les communs et socialiser la monnaie*, Le Bord de l'eau, 2020.

2. Karl Polanyi, *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard, 1982 (première édition 1944), p. 107-108.

3. Karl Marx, *Le Capital, Livre I* (1867), in *Œuvres*, Seuil, Le Point, tome 1, 1965, p. 666.

telle sorte que le pouvoir de décision du type de production, des investissements, des conditions d'emploi et de travail soit dissocié de la propriété du capital. Les finalités du travail seraient redéfinies pour cerner quels sont les besoins essentiels à satisfaire et les activités vraiment utiles. On rejoint alors le deuxième volet des bifurcations.

Celui-ci concerne l'institution des «communs» de façon à mettre en cohérence les objectifs sociaux et les objectifs écologiques de transformation de la société. La notion de communs, utilisée au singulier et au pluriel, vise, d'une part, à renouveler de fond en comble la conception traditionnelle des biens publics et des services collectifs. Il s'agit de transformer le mode de gestion de ce qui est aujourd'hui réalisé sous l'égide de l'État et des collectivités territoriales pour en faire une chose commune autogouvernée et autogérée par les populations concernées au plus près possible de leur existence. Ce n'est pas une mise en cause de la propriété publique mais c'est la transformer pour qu'elle devienne véritablement sociale.

D'autre part, il s'agit de donner le statut de biens communs à tous les éléments essentiels à la vie, qui doivent être soustraits à la marchandisation. Cela concerne les ressources naturelles comme l'eau, l'air, le vivant, tout ce que Polanyi désignait par «la terre», ainsi que les connaissances, les institutions sociales donnant accès à l'éducation, à la protection sociale. L'objectif est donc double: instituer une gestion commune de biens érigés au rang de communs. Dès lors, on sort de la croyance que la «bonne vie» nécessite une croissance économique perpétuelle et on envisage sérieusement de faire décroître radicalement les productions inutiles ou nuisibles pour l'humain et tous les êtres vivants, tandis que pourraient se développer les activités répondant à de vrais besoins collectifs, dans la limite des ressources planétaires.

Le troisième volet du triptyque de la grande bifurcation concerne la monnaie qu'il faut considérer comme un bien commun. Le capitalisme néolibéral a procédé à une sorte de privatisation de la monnaie, qui est pourtant une institution sociale à part entière. Dans le cadre de la liberté qui a été accordée aux capitaux de circuler dans le monde et du dévelop- ...

“ MAUGRE L'ESSOR DE NOUVELLES TECHNIQUES, LE CAPITAL NE RÉUSSIT PAS À FAIRE CROÎTRE SIGNIFICATIVEMENT LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL. PIRE, LA PROGRESSION DE CETTE PRODUCTIVITÉ DIMINUE D'ANNÉE EN ANNÉE PARTOUT DANS LE MONDE. AU FINAL, C'EST TOUJOURS LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL QUI COMMANDE LA RENTABILITÉ DU CAPITAL DANS UN ÉTAT DONNÉ DU RAPPORT DE FORCE.

... pement sans entraves des marchés financiers, le rôle dévolu aux banques centrales a été depuis quarante ans de veiller à la stabilité de la rente financière. Cela est particulièrement vrai pour la Banque centrale européenne (Bce), rendue totalement indépendante du reste de la société et du pouvoir politique. Ce dogme est en train heureusement de voler en éclats. Aujourd'hui, on peut et on doit resocialiser la monnaie, c'est-à-dire retrouver la maîtrise du crédit et donc de la création monétaire pour financer les énormes investissements de transition écologique. La crise du coronavirus montre à quel point on a besoin d'un pôle bancaire public, d'un contrôle social sur celui-ci et d'une banque centrale qui soit celle de l'ensemble de la société.

Aujourd'hui, on oblige les États à emprunter sur les marchés financiers soit directement, soit indirectement via le Mécanisme européen de stabilité ou via la Commission européenne qui vient de décider de lancer un emprunt de 750 milliards d'euros pour surmonter les désastres de la pandémie. Or, la Bce pourrait financer directement les dépenses publiques. C'est-à-dire entendre ce que la Banque d'Angleterre vient de décider pour financer les seules dépenses liées au redémarrage de l'économie paralysée par la pandémie. Ainsi, on utilise l'énorme avantage d'une banque centrale qui, seule, a la possibilité de créer à volonté de la monnaie s'il faut effectuer des dépenses et des investissements publics essentiels, et cela sans contrainte de fonds propres ni de rentabilité puisqu'elle émet la monnaie ultime. Le risque d'inflation est nul lorsque des forces de travail et des équipements productifs sont inemployés et donc disponibles. L'enjeu est considérable puisqu'on estime que les investissements de transition soutenable socialement et écologiquement seraient de l'ordre de 4 à 5 % des Pib par an pendant plusieurs décennies pour atteindre notamment la neutralité carbone au milieu du xxi^e siècle.

Les chemins de la révolution aboutissent à des impasses quand elle n'est pas pensée comme un processus démocratique. C'est toute la leçon du xx^e siècle. C'est en ce sens que la planification de la transition écologique et sociale peut servir de boussole de transformation. Loin d'une étatisation de l'économie et d'une centralisation des décisions, la planification peut prouver son efficacité si elle s'insère dans le processus de socialisation, c'est-à-dire de remise dans les mains de collectifs de travailleurs et de citoyens des décisions d'orientation de la vie collective. L'épidémie du Covid-19 a mis sur la table ce qu'on croyait impossible: distinguer les besoins essentiels des fantômes ou des nocifs, et donc désigner quelles sont les activités les plus utiles à la société: produire du soin par des soignants ou de la publicité par des agences de communication; produire de l'éducation par des enseignants ou

LA MONDIALISATION CAPITALISTE A ABOUTI À UN DÉSASTRÉ SOCIAL, ÉCOLOGIQUE, ÉCONOMIQUE ET AUJOURD'HUI SANITAIRE. ET ELLE NOUS MENACE DE DÉFLAGRATIONS GÉOPOLITIQUES, VOIRE GUERRIÈRES. TOUT CE QU'ELLE A CONSTRUIT DOIT ÊTRE DÉMANTÉLÉ...



4. Jean-Marie Harribec, *La Richesse, la Valeur et l'Inestimable. Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*. Les Liens qui libèrent, 2013.

de l'e-commerce sur des plateformes; mener de la recherche scientifique ou de la spéculation par des traders? En bref, le confinement vient de prouver que la vraie richesse, ce n'est pas la marchandise et sa valeur d'échange, mais la valeur d'usage des biens et services essentiels.

Au passage, le confinement a apporté une pierre pratique à la théorie que je soutiens depuis des décennies: à l'encontre de l'idéologie libérale et aussi du marxisme traditionnel, selon laquelle le travail effectué dans les services non marchands est producteur d'une valeur économique qui s'ajoute à la valeur des marchandises et non pas qui est prélevée sur cette dernière⁴.

La mondialisation capitaliste a abouti à un désastre social, écologique, économique et aujourd'hui sanitaire. Et elle nous menace de déflagrations géopolitiques, voire guerrières. Tout ce qu'elle a construit doit être démantelé: circulation effrénée des capitaux, marchés dérégulés, droits fondamentaux de la personne humaine bafoués, notamment ceux des migrants, ségrégations de toutes sortes. L'heure est à la construction de solidarités et de coopérations aux échelons régionaux, à la restauration d'une régulation internationale sous l'égide de l'Onu, dont les décisions doivent être respectées.

Au-delà des questions économiques, trop souvent présentées comme techniques pour mieux en dissimuler les enjeux sociaux et politiques, la crise systémique actuelle pose des questions qui sont de l'ordre de la philosophie politique, pour ne pas dire de la philosophie tout court. Le refus de l'accumulation matérielle infinie nous met en face du rapport de l'humanité à la nature, du rapport au temps que le capitalisme veut à la fois recourir toujours davantage, tout en le volant au travail (que l'on songe au réflexe préventif du Madef dont le premier mot a été d'augmenter la durée du travail à la sortie du confinement). Le temps du capital et de sa circulation est devenu celui de la nanoseconde géré par des algorithmes, eux-mêmes actionnés par des machines. La transition sociale et écologique vise à refermer la parenthèse du temps d'histoire occupé par « le règne de la marchandise ». On peut maintenant reparler du socialisme démocratique dans sa double dimension: une révolution des rapports sociaux et des rapports à la nature.

Jean-Marie HARRIBEC

OPINIONS N° 668 / JUIN 2020